

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article premier - Objet et durée du marché public - Dispositions générales -	
Intervenants	5
1-1-Objet et durée du marché public.....	5
1-2-Décomposition du marché public.....	5
1-2-1-Tranches	5
1-2-2-Lots	5
1-2-3-Phases	5
1-3-Maîtrise d'œuvre - Conduite d'opération	6
1-3-1-Conduite d'opération	6
1-3-2-Maîtrise d'œuvre	6
1-4-Contrôle technique.....	6
1-5-Coordination Sécurité - Protection de la santé.....	7
1-6-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	7
1-7- Coordination Système de Sécurité Incendie	7
1.8 Sous-traitance.....	7
1.9 Ordre de service	8
1.10 Redressement ou liquidation judiciaire	8
1.11 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	9
1.11.1 Evolution technologique ou technique.....	9
1.11.2 Evolution réglementaire ou législative	9
Article 2 - Pièces constitutives du marché public	9
Article 3 -Variation dans les prix - Règlement des comptes.....	13
3-1-Répartition des paiements.....	13
3-2-Tranche(s) optionnelle(s) : (clause de réexamen).....	13
3-3-Répartition des dépenses communes de chantier	13
3-3-1-Dépenses d'investissement.....	13
3-3-2-Dépenses d'entretien	13
3-4-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie.....	14
3-4-1-Contenu des prix.....	14
3-4-2-Prestations fournies gratuitement à l'entreprise	15
3-4-3-Caractéristiques des prix pratiqués	15
3-4-4-Obligations particulières du titulaire.....	16
3-4-5-Travaux en régie	16
3-4-6-Règlement des comptes – Paiements	16
3-4-7-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	20
3-4-8-Approvisionnements.....	20
3-5-Variation dans les prix (clause de réexamen),	20
3-5-1-Type de variation des prix	20
3-5-2-Mois d'établissement des prix.....	20
3-5-3-Choix des index de référence.....	20
3-5-4-Modalités des variations des prix.....	20
3-5-5-Variations provisoires	21
3-5-6-Application de la taxe à la valeur ajoutée	21
3-6 Travaux modificatifs.....	21

3.7 Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	22
3.8 Mode de règlement.....	22
3.9 Intérêts moratoires	22
Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes	23
4-1-Délai d'exécution des travaux	23
4-1-1-Délai d'exécution	23
4-1-2-Calendrier prévisionnel d'exécution	23
4-1-3-Calendrier détaillé d'exécution.....	23
4-2-Prolongation du délai d'exécution (clause de réexamen),	24
4-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances.....	24
4-3-1-Pénalités pour retard	25
4-3-2-Absences aux réunions	25
4-3-3-Infractions aux prescriptions de chantier	25
4-3-4-Primes d'avances.....	26
4-4-Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	26
4-5-Délais et retenues pour remise des documents fournis avant et après exécution	26
4-6-Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé.....	27
4-7- Pénalités relatives à la sous-traitance	27
4-7-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	27
4-7-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	27
4-8- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	28
4-8-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement	28
4-8-2 Pénalités relatives à l'absence d'affichage	28
4-9- Pénalités diverses	28
4-9-1-a Pénalités pour absence de port de la carte PRO BTP	28
4-9-1-b Pénalités pour non transmission des copies des cartes PRO BTP	28
4-9-2- Pénalités pour non-respect de l'interdiction de fumer	28
4-9-3-Pénalités pour utilisation d'un circuit non réservé au chantier.....	28
4-10-Exécution complémentaire (clause de réexamen),	29
4-10-1-Augmentation du montant des travaux	29
4-10-2-Marchés publics susceptibles d'être passés ultérieurement.....	29
4-11 Réexamen du marché public	29
4-11-1 Intégration de nouveaux membres	29
4-11-2 Modification du périmètre du marché.....	30
4.11.3 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)	30
Article 5 - Clauses de financement et de sûreté	30
5-1-Retenue de garantie	30
5-2-Avance	31
Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux.....	31
6-1-Provenance des matériaux et des produits.....	31
6-2-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits.....	31
6-3-Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage	32
Article 7 - Implantation des ouvrages	32
7-1-Piquetage général	32
7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	32
Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux	32
8-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	32
8-1-1-Période de préparation	32
8-1-2-Prestations dues par les entreprises	32
8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	33

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	33
8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	33
8-4-1-Tenue du personnel et identification du personnel	33
8-4- 2-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier	34
8-4-3-Installations à réaliser par l'entreprise	34
8-4-4-Emplacements mis à disposition pour déblais	34
8-4-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	34
8-4-6-Signalisation des chantiers.....	35
8-4-7-Réglementations particulières	35
8-4-8-Restrictions des communications	36
8-4-9-Engins explosifs	36
8-4-10-Utilisation des voies publiques	36
8-4-11-Autorisations administratives.....	36
8-5-Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	36
Article 9 - Contrôle et réception des travaux	36
9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	36
9-2-Réception.....	36
9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	37
9-4-Documents fournis après exécution.....	37
9-5-Délais de garantie	38
9-6-Garanties particulières	38
9-6-1- Garantie des travaux de peinture	38
9-6-2- Garantie des matériaux de synthèse	39
9-7-Assurances.....	39
9-8-Résiliation.....	39
9-9-Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire	40
Article 10 - Obligations du titulaire	40
Article 11 –Escomptes (Clause de réexamen)	41
Article 12 - Attribution de compétence.....	41
Article 13 - Dérogations aux documents généraux	41

Article premier - Objet et durée du marché public - Dispositions générales - Intervenants
--

1-1-Objet et durée du marché public

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

RELOCALISATION DE L'UNITE DE REANIMATION SAR C – HOPITAL GUI DE CHAULIAC

Les prestations, objet du présent CCAP, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

La durée prévisionnelle des travaux est la suivante : 13 mois dont 2 mois de préparation de chantier (sauf pour les lots 1 et 2, le délai de préparation est de 1 mois par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux).

1-2-Décomposition du marché public

1-2-1-Tranches

Sans objet

1-2-2-Lots

L'opération de travaux est décomposée en 11 lots définis comme suit :

LOT N°1 DESAMIANPAGE

LOT N°2 GROS OEUVRE / DEMOLITIONS

LOT N°3 MENUISERIES EXTERIEURES

LOT N°4 CLOISONNEMENT DE SALLE BLANCHE

LOT N°5 CLOISONS – DOUBLAGE - FAUX-PLAFONDS

LOT N°6 MENUISERIES INTERIEURES

LOT N°7 REVETEMENTS DE SOLS

LOT N°8 PEINTURE

LOT N°9 ELECTRICITE

LOT N°10 GENIE CLIMATIQUE – PLOMBERIE

LOT N°11 FLUIDES MEDICAUX

1-2-3-Phases

Sans objet

1-3-Maîtrise d'œuvre - Conduite d'opération

1-3-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Travaux et du Biomédical du Centre Hospitalier Universitaire De Montpellier.

1-3-2-Maîtrise d'œuvre

GROUPEMENT S.EGE / DGLA SUD / ALLIE'AIR/ ASTIER BATIMENT INGENIERIE/ QUASSI

Mandataire S. EGE
7 Rue du Mas de Bonniol
34880 LAVERUNE
s.ege@sege.fr

1-4-Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique sera effectué par : **BUREAU VERITAS**

Le contrôleur aura à sa charge les missions suivantes :

- **Mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables**
- **Mission PS, relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme**
- **Mission P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés**
- **Mission SEI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions**
- **Mission F, relative au fonctionnement des installations**
- **Missions LE, relative à la solidité des existants**
- **Mission HAND relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées**
- **Mission BRD, relative au transport des brancards dans les constructions**

Missions supplémentaires :

- **Mission VIEL, suivant décret n° 88-1056 et ses arrêtés d'application**
- **Mission Attestation Accessibilité, fourniture attestation certifiant que les règles d'accessibilité applicables sont bien respectées (articles L.111-7-4 et R.111-19-21 à R.111-19-24 du code de la Construction et de l'Habitation)**

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

1-5-Coordination Sécurité - Protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de catégorie 2 est confiée, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation, à **APAVE**

Le détail de cette mission est défini à l'article 8.4 du présent CCAP.

1-6-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'OPC est confiée à **ASTIER BATIMENT INGENIERIE** (maîtrise d'œuvre)

1-7- Coordination Système de Sécurité Incendie

La mission de CSSI est confiée à **QUASSI** (maîtrise d'œuvre)

1.8 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de travaux est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

Le titulaire doit fournir :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Le montant maximum en HT des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant. Il doit être précisé les éléments suivants : la TVA est due par le preneur assujetti, la mention « auto-liquidation ».
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner

- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance (article 135 du décret relatif aux marchés publics).

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article **8.4.5** ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

L'acheteur notifiera uniquement au titulaire l'acte spécial par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG - Travaux.

1.9 Ordre de service

Conformément à l'article 2 du CCAG - Travaux, l'ordre de service est la décision du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché public.

1.10 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

1.11 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.11.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 46 du CCAG-travaux.

1.11.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application de l'article 139 du décret relatif aux marchés publics. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Article 2 - Pièces constitutives du marché public

Les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4 du CCAG travaux:

Pièces contractuelles particulières :

- L'acte d'engagement pour chaque lot et ses éventuelles annexes dont une annexe en cas d'offre dématérialisée ("Décision du pouvoir adjudicateur")
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers », « recommandations du CLIN » et « Convention d'interchange relative à l'utilisation de la plateforme « e project » », dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- Le document PCTL (prescriptions communes à tous les lots) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour chaque lot, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (*) pour chaque lot

() La DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître d'ouvrage. Il ne pourra, donc servir*

à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

- Le cahier des charges fonctionnel du SSI V2
- Le planning « enveloppe »
- La notice acoustique

- **PIECES GRAPHIQUES ARCHITECTE**

PEX IND A	PLAN DE L'EXISTANT
FEX IND A	FACADES EXISTANTES
PA01 IND A	PLAN D'AMENAGEMENT
PASS IND A	PLAN LOCAUX TECHNIQUES SOUS-SOL
PGFP IND A	PLAN GENERAL DES FAUX PLAFONDS
PGS01 IND A	PLAN GENERAL DES SOLS
PS IND A	PLAN DE SECURITE
FF IND A	FACADES NORD SUD ET EST
NM IND A	NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES
RM IND A	PLAN DE REPERAGE DES REVETEMENTS MURAUX
CD	CARNET DE DETAIL

- **PIECES GRAPHIQUES TECHNIQUES**

PLAN ELECTRICITE

EL 01	EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES
EL 02	PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE RDC
EL 03	PLAN SSI
EL 04	PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE R-1
EL 05	CARNET DE DETAILS ELECTRICITE
SYN EL01	SYNOPTIQUE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE

PLAN PLOMBERIE

PB 01	PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU 0
PB 02	PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU -1

CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION

CVC 01	PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 0
CVC 02	PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU -1
CVC 03	PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 1
CVC 04	PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - FAÇADE NORD

FLUIDES MEDICAUX

FM 01	PLAN FLUIDES MEDICAUX
-------	-----------------------

GROS ŒUVRE - DEMOLITIONS

DEM 01	PLAN REPERAGE DEMOLITIONS
GO 01	PLAN DE REPERAGE TRAVAUX GROS ŒUVRE

REPERAGE TRAVAUX

REP 01	REPERAGE TRAVAUX CLOISONS / DOUBLAGE
REP 02	REPERAGE TRAVAUX MENUISERIES INTERIEURES

SCHEMAS DE PRINCIPES

SCH 01	SCHEMA DE PRINCIPE CVC
SCH 02	SCHEMA DE PRINCIPE CTA
SCH 03	PRINCIPE DE DISTRIBUTION FLUIDES MEDICAUX
SCH 04	CASCADE DE PRESSION DU SERVICE

- **RAPPORTS CT / SPS**

RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

RICT BUREAU VERITAS 25/09/2017

PLAN GENERAL COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

PGC APAVE 04/09/2017

- **ANNEXES DONNEES EXISTANTES SITE**

DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX

DAT ADENA N°36309 NIVEAU 0

DAT ADENA N°47240A NIVEAU -1 LT

PLANS EDL

PLAN E-1003B	FACADE SUD 300
PLAN E-1004D	FACADE NORD 300
PLAN E-1005	FACADE OUEST 400 COUPE 300-600
PLAN E-1010B	FACADE EST 700 PIGNON 100-300
PLAN E-1011E	FACADE OUEST 800 PIGNON 300-600
PLAN E-1012E	FACADE EST 800 COUPE 300-600
PLAN P-0031	PLAN DE MASSE N-1 INDA
PLAN P-0031	PLAN DE MASSE N-1 LOCALISATION DES SERVICES
PLAN P-0032	PLAN DE MASSE N0

PLAN P0515	GUI300-NS
PLAN P0530	GUI300-N0
PLAN P0545	GUI300-N1
PLAN P0563	GUI300-N2
PLAN P0573	GUI300-N3
PLAN P0583	GUI300-N4
PLAN P0593	GUI300-N5
PLAN P2593	GUI300-NT

PLAN ELEC	ORIGINE DES INSTALLATIONS SOU-SOL
-----------	-----------------------------------

PLANS SSI EXISTANTS

PLAN SSI	ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU 0 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI	ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU -1 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI	CREATION DES ZC ET DAS AU SOUS-SOL / 19/08/2013 – AISSE CONSEILS

PLANS STRUCTURE EXISTANTS

PLAN BA-301A	CARNET DE DETAILS
PLAN BA-302	FONDATIONS COFFRAGE
PLAN BA-303A	PH SOUS-SOL COFFRAGE
PLAN BA-304A	PH RDC COFFRAGE
PLAN BA-305B	ETAGES COURANTS COFFRAGE
PLAN BA-306B	PH 4EME COFFRAGE
PLAN BA-307A	PH 5EME COFFRAGE
PLAN BA-308	TOITURE CABINES
PLAN BA-309	ESCALIER
PLAN BA-310	ESCALIER 2

- ANNEXES FICHES TYPES, PROCEDURES, INSTRUCTIONS DU CHU

ANNEXE 1 : COURANTS FORTS

Programme Technique Détaillé Electricité version 37.00 du 23/05/2018
Fiche 1, 2, 3 et 3bis, 4, 5 et 6 (folio 1-5 à 5-5), 7 et 8
Attestation de consignation BT pour travaux
Demande de raccordement provisoire de chantier au réseau électrique du CHU de Montpellier
Permis d'accès individuels à des locaux électriques

ANNEXE 2 : SURETE - CONTROLE D'ACCES

Programme Technique Détaillé Contrôle d'accès version 1.1 du 08/07/11
Schéma de principe Contrôle d'accès par badges TCE11 du 11/07/11
Lecteur Iclass R10

ANNEXE 3 : VDI

PTD Câblage VDI du 03/03/14

ANNEXE 4: WIFI

PTD études WIFI V3 du 15/01/15

ANNEXE 5: INSTALLATIONS SANITAIRES, THERMIQUES, CLIMATIQUES ET FLUIDES

Programme Technique Détaillé secteur Installations sanitaires, Thermiques, Climatiques et fluides
indice G de 01/04/12
Programme Technique Détaillé Fluides médicaux indice A de 02/04/14
Analyse Fonctionnelle Type pour le "Système de traitement d'air" version B du 09/07/08
Exemple rapport d'essai M123946 v1 du 04/07/11
Fiches type EM1, EM2 et EM6

ANNEXE 6 : GTC

Préconisations standards pour le déploiement et les développements d'automatismes et de supervision - CHU de Montpellier version 8.2 du 28/04/2017

Modèle Analyse fonctionnelle Générale du 13/01/2003

Modèle Analyse fonctionnelle détaillée du 13/01/03

Points standards CTA

Procédure PROC TEC/007 indice 1 du 23/03/10

SUPP TECH 007 Création/Mise à jour / suppression de points raccordés à la GTC

ANNEXE 7 : HYGIENE

Procédure de la gestion du risque infectieux d'août 2012

Recommandations générales en hygiène lors des travaux du 16/12/2016

Cartographie CHRU Risque infectieux lié à la qualité de l'air

Modèles de FDT :

- FDT classique rouge
- FDT modéré niveau 1 et niveau 2
- Fiche verte

Guide des risques infectieux fongique et travaux de mars 2011

Recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection nosocomiale (CLIN)

ANNEXE 8 : PROCEDURES ET INSTRUCTIONS

Procédure permis de feu

Procédure de dégagement d'une personne bloquée dans un ascenseur

PROC TECH/005/2 du 21/07/2010 : Procédure de gestion des permis de travaux (fouilles, percements et raccordement sur réseaux existants)

PROC TECH 017/1 du 17/11/2015 : Déclaration des équipements GMAO

PROC 023/2 du 12/02/2015 : Procédure pour les coupures sur les réseaux

INST TECH 025/4 du 16/02/2016 : Gestion des dossiers d'ouvrages exécuté (DOE)

INST TECH 010/1 du 02/09/09 Charte graphique concernant la présentation des schémas électriques et fluides sous format D.A.O

INST TECH 6.2/012/0 du 27/11/2002 Réalisation de travaux sur les réseaux de fluides médicaux

INST TECH 054 1 - Surv. locaux tech. avec caméra GTC

PROC TECH 007_1 - ALARMES GTC

INST TECH 042_2 - DOE

PROC TECH 003_7 - REFORME OU DESTRUCTION D'EQUIPEMENT DTB du 08/12/2015

INST TECH 037_3 - Numérotation des équipements SSI en GMAO

ANNEXE 9: ELECTROMECHANIQUE

Prescriptions EM7 portes coulissantes

Prescriptions EM8 portes motorisées

Prescriptions EM9v2 barrières automatiques

PRESCRIPTIONS EM10 Portail coulissant automatique

Annexe marquage CE

ANNEXE 10 : ASCENSEURS

Programme technique installation d'un ascenseur v4

EM.3 ASCENSEURS

ANNEXE 11 : APPELS MALADES

Programme technique 18/08/2004

- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public;
- l'offre technique du titulaire (note méthodologique et organisationnelle d'intervention, présentation des produits et matériaux mis en œuvre)

Pièces contractuelles générales (non jointes) :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (Arrêté du 08 Septembre 2009) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux de bâtiment et le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicables aux travaux conformément au décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 et ses annexes, des différents décrets parus depuis, dont le décret 99-98 du 15 février 1999 ;
- Les DTU et les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix du marché public.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les

connaître.

Les prestations de travaux doivent respecter les normes suivantes :

- normes relatives au Système de Sécurité Incendie (SSI) ;
- normes AFNOR du BTP;
- normes européennes du BTP.

Article 3 -Variation dans les prix - Règlement des comptes

3-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement:

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2-Tranche(s) optionnelle(s) : (clause de réexamen)

Sans objet.

3-3-Répartition des dépenses communes de chantier

Le maître de l'ouvrage ne s'immiscera d'aucune manière dans la gestion des dépenses de chantier.

Le maître d'œuvre assurera un rôle d'arbitre sur la demande des entreprises concernées.

3-3-1-Dépenses d'investissement

Les dépenses sont définies à la fois, dans le CCTP et dans le Plan Général de la Coordination et sont réputées rémunérées par les prix du marché public avec l'entrepreneur titulaire.

3-3-2-Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

Pour le nettoyage du chantier :

- L'entrepreneur gère ses bennes et déchets.

- L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- L'entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre ;
- L'entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé ;
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques.
- L'entreprise fournira les bordereaux de suivi des déchets (BSD)

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'évacuation obligatoire en containers fermés à l'intérieur des bâtiments de tous les gravats, jusqu'aux bennes étanches pour stockage avant évacuation par ses soins aux décharges publiques.

Par ailleurs le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, se réserve le droit de faire exécuter ce nettoyage aux frais et risques du défaillant, en cas de défaillance de l'entreprise, par toute autre entreprise interne au chantier conformément à l'article 9.9 du présent CCAP.

Pour des compléments éventuels, se référer au Cahier des Clauses Techniques particulières (C.C.T.P) ainsi qu'au PGC.

3-4-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie

3-4-1-Contenu des prix

Les prix du marché public sont hors TVA et, en complément de l'article 10.1.1 du CCAG - Travaux, ils tiennent compte des sujétions suivantes :

- des dépenses de chantier dont la répartition est mentionnée à l'article 3.3. du présent CCAP et à l'article 6 du PCTL,
- des sujétions qui découlent du fait de travailler dans un hôpital accueillant et abritant des malades, des visiteurs et du personnel ;
- des sujétions dues aux horaires variables imposés en fonction de la nuisance sonore de l'activité ;
- des sujétions dues au fait de devoir exécuter certains travaux en dehors des heures et jours ouvrables (travail de nuit et jours non ouvrables) ;
- des sujétions du fait de la présence permanente de l'encadrement de l'entreprise titulaire ;
- des sujétions dues au site, ces sujétions découlant de ses configurations physiques, de son organisation, de son fonctionnement et du fort trafic;
- des sujétions dues à la présence d'autres corps d'états sur le site ;
- des sujétions dues aux mesures d'isolation décrites dans le CCTP ;
- des dépenses d'installation de chantier, de gestion et d'encadrement dus à des retards de chantier
- des sujétions dues aux arrêts éventuels de chantier qui seraient consécutifs d'une gêne à l'activité du service hospitalier
- des travaux ou des prestations complémentaires qui découleraient des remarques du Contrôleur technique et des visas de la Maitrise d'œuvre sur les documents d'exécution remis par l'entreprise
- des frais de protection des ouvrages existants ;
- des frais de réfection des ouvrages défectueux constatés par le maître d'œuvre ;
- des frais d'assurance prévus à l'article 9-7 du présent CCAP ;
- des sujétions de nettoyage final prévu au CCTP lot 8 et/ou au PCTL article 6
- des sujétions d'établissement des Dossiers des Ouvrages Exécutés ;

- des frais de l'enlèvement des déchets et le nettoyage ;
- des frais de dépose et l'évacuation complète des anciennes installations suivant CCTP et visite sur chantier,
- des plus-values pour façon et accessoires ;
- des frais de coltinage des matériaux et du matériel ;
- des frais pour essais et vérifications de fonctionnement conformes au CCTP ;
- des frais de constat d'état des lieux pour le lot n°2 au démarrage du chantier;
- des sujétions dues aux arrêts éventuels de chantier qui seraient consécutifs d'une gêne à l'activité du service hospitalier ;
- des sujétions dues au phasage des travaux;
- des frais de formation ;
- des frais liés à l'affichage obligatoire en cas d'emploi de salariés détachés.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

* sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché public).

* les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché public.

* les divergences éventuelles relevées par rapport aux quantités figurant dans la DPGF, de même que les erreurs que la DPGF pourrait receler, ne sont pas susceptibles de modifier le prix forfaitaire tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3-4-2-Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Le CHU fournira gratuitement l'eau et l'électricité nécessaires à la réalisation de l'opération. Cependant les études, les travaux et les coûts de branchement et de raccordement sur les réseaux du CHU restent à la charge de l'entreprise titulaire.

3-4-3-Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché public seront réglés par un prix global forfaitaire.

3-4-4-Obligations particulières du titulaire

Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander à l'entreprise, pendant la durée du marché public, tous les sous détails de prix unitaires figurant dans la DPGF aux fins d'analyse de devis de travaux modificatifs ou supplémentaires. L'entreprise a alors un délai de 20 jours calendaires à partir de la demande, pour fournir ces sous détails. Le refus de production de ces sous détails expose l'entreprise à une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

3-4-5-Travaux en régie

Sans objet.

3-4-6-Règlement des comptes – Paiements

Présentation des demandes de paiement

1/ Facture électronique



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique sera progressivement obligatoire du 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} janvier 2020 en fonction de la taille des entreprises (cf note annexe sur la dématérialisation des factures).

Cependant toute entreprise peut choisir la facturation électronique dès le 1^{er} janvier 2017.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Obligation du titulaire, des co-traitants et des sous-traitants

Afin de remplir ses obligations envers le décret n°2016-1478, présentés ci-dessus, l'entreprise titulaire devra déposer sa situation de travaux dans Chorus et communiquer le numéro de la facture à l'application E-Project lors du dépôt de la situation.

Les éventuels co-traitants et sous-traitants devront faire de même selon leur obligation par rapport à l'obligation de dépôt dans CHORUS.

Le SIRET de la MOE à communiquer lors du dépôt de la facture de travaux dans CHORUS sera le Siret de la société FORMI-SA société éditrice de la plate-forme E-Project.

Le code d'identification du service en charge du paiement: TRVX

Traitement du Flux Chorus à travers E-Project.

Afin de faciliter la gestion des factures de travaux déposés dans Chorus par le CHU, la plateforme E-Project dialogue avec l'application CHORUS de l'ETAT pour suivre les circuits de validation de la facture de situation de travaux dans CHORUS.

L'état CHORUS de l'ensemble de factures dont le numéro aura été communiqué à E-Project sera disponible sur la plate-forme E-Project.

Afin de sécuriser et fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plate-forme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module de gestion financière des marchés.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au CHU et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation E-Project.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO COMME CELA EST EXPLICITE CI-DESSUS.

Tous les titulaires des marchés de travaux ont l'obligation d'utiliser, dès l'ouverture du chantier les systèmes de gestion financière des marchés selon la convention d'interchange.

Chaque entreprise devra désigner et former au moins un opérateur chargé d'utiliser le service d'échange.

Les documents BPU et DPGF devront obligatoirement être fournis par les entreprises au format compatible avec la plate-forme avant le début de la facturation de leur marché. Ce format sera communiqué dès la signature du marché. Le dépôt du DPGF sera effectué sur la plate-forme par l'entreprise, l'acceptation du DPGF par le Maître d'œuvre donnera à l'entreprise la possibilité de déposer sa situation.

Chaque entrepreneur pourra donc :

- Consulter les conditions financières de leur marché et leur DPGF
- Présenter leurs situations par saisie de leur avancement de travaux et des montants à payer à leurs cotraitants et sous-traitants
 - S'appuyer sur les calculs effectués pour l'élaboration du décompte mensuel. Il devra vérifier ces calculs et les coefficients de révision éventuellement utilisés
- Transmettre l'état d'acompte à la maîtrise d'œuvre pour approbation

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries (Numéro de facture de l'entrepreneur) ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement: TRVX
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, le code service TRVX devra être utilisé pour la prise en charge du paiement.

Le non-respect de cette disposition entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement (décret n°2013-269 du 29 mars 2013).

Pour éviter toute difficulté ultérieure il est demandé aux fournisseurs et à leur service comptable d'être particulièrement vigilants sur ce point particulier.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- l'adresse de réception
- le nombre d'exemplaire
- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur par courrier.

Dispositions particulières concernant le Décompte général et définitif :

Dans un délai de trente jours à compter à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire dépose sur la plateforme le décompte général.

Le décompte général est rematérialisé.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché public. La date de sa notification à l'acheteur constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux.

L'acheteur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du CCAG-Travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux, si l'Acheteur ne notifie pas au titulaire le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par l'Acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1. du CCAG-Travaux

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par le titulaire sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 13.3.1 du CCAG-travaux;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 13.2.1 du CCAG-Travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé à l'Acheteur dans le délai de trente jours fixé à l'article 13.4.3 du CCAG-Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1 du CCAG-Travaux, le décompte général notifié par l'Acheteur est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché public.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

3-4-7-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3-4-8-Approvisionnements

Par dérogation à l'article 11-3 du CCAG - Travaux, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

3-5-Variation dans les prix (clause de réexamen),

3-5-1-Type de variation des prix

Le marché public est conclu à prix révisables, suivant les modalités fixées aux articles 3-5-2, 3-5-3 et 3-5-4.

3-5-2-Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre ; ce mois est appelé "mois zéro".

3-5-3-Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché public correspond à l'indice suivant :

Lot 1 : BT01 tous corps d'état

Lot 2 : BT03 maçonnerie et canalisation béton

Lot 3 : BT19b menuiserie extérieure

Lot 4 : BT08 plâtre et préfabriqués

Lot 5 : BT08 plâtre et préfabriqués

Lot 6 : BT18a menuiserie intérieure

Lot 7 : BT10 revêtements en plastique

Lot 8 : BT46 peinture, tenture, revêtements muraux

Lot 9 : BT47 électricité

Lot 10 : BT41 ventilation et conditionnement d'air

Lot 11 : BT38 plomberie sanitaire (y compris appareils)

Les index sont publiés au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics.

3-5-4-Modalités des variations des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées à l'article 10.4 du CCAG Travaux par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0)$$

dans laquelle les paramètres I_0 et I sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des travaux par l'index de référence I défini au 3-5-3.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

3-5-5-Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-5-6-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3-6 Travaux modificatifs

a) Lorsque les travaux ordonnés par le Maître de l'Ouvrage changent l'importance de l'ouvrage, la modification du prix global et forfaitaire correspondante est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix unitaires résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

b) En cas d'impossibilité d'assimilation des travaux modificatifs à la DPGF, il sera préparé par l'Entrepreneur un bordereau de prix forfaitaires complémentaires établi par assimilation aux ouvrages les plus analogues du marché public. Ce bordereau sera soumis à l'acceptation du maître d'œuvre et notifié à l'entrepreneur par ordre de service, en cas de désaccord entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise, il sera fait référence au prix de la série BATIPRIX.

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques de l'Acte d'Engagement.

Les présentes dispositions n'ont pas pour effet de déroger en quoi que ce soit aux dispositions des articles 15, 16 et 17 du CCAG - Travaux.

Tout travail exécuté sans ordre de service sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du forfait.

L'entrepreneur est tenu de produire, sans incidence financière et sans allongement du délai d'exécution, tous les devis, études, détails de prix, sous-détails qui lui seront demandés par le maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre fixe la forme sous laquelle ces études et devis doivent être présentés.

L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

Ces études et devis seront transmis au maître d'œuvre en une seule fois et sous une forme complète.

En même temps que le devis, l'entrepreneur indiquera soit le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour notifier l'ordre de service sans qu'il y ait d'incidence sur le planning, soit l'incidence non critique ou critique sur le planning.

3.7 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG - Travaux, le mandataire saisi directement sur la plateforme les situations de ses cotraitants et sous-traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins.

3.8 Mode de règlement

Les sommes dues sont payées dans un délai de cinquante jours :

- à compter de la date de validation par le titulaire de la saisie de son avancement mensuel qui déclenche la transmission au maître d'œuvre
- à compter de la date de notification du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage au titulaire.

3.9 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les intérêts moratoires appliqués aux avances, acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde diminué de la retenue de garantie.

L'attention du titulaire du marché public est appelée sur les retards de paiement générés par son fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale ;
 - modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
 - retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
 - révision, modification des prix...
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché public non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché public suspendront de plein droit le délai de paiement.

Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes

4-1-Délai d'exécution des travaux

4-1-1-Délai d'exécution

Chaque lot fera l'objet d'un marché conclu pour une durée de 13 mois dont 2 mois de préparation de chantier (sauf pour les lots 1 et 2, le délai de préparation est de 1 mois) à compter de l'ordre de service de démarrage prescrivant à l'entrepreneur titulaire du lot n°2 de commencer les travaux lui incombant. La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée à décembre 2018.

Préalablement à l'ordre de service de démarrage du lot n°2, il sera lancé les travaux du lot 1 par ordre de service de démarrage spécifique à ce lot.

4-1-2-Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au planning prévisionnel des travaux joint au Dossier de Consultation.

4-1-3-Calendrier détaillé d'exécution

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'organisme de planification en concertation avec les entrepreneurs dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité au 4-1-2.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacune des phases :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par la maîtrise d'œuvre (y compris validation de son OPC) à l'approbation de l'Acheteur et notifié aux entreprises avant la fin de la période de préparation.

b) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur du lot n°2 de commencer l'exécution des travaux. Sauf pour le lot n°1 qui fera l'objet d'un ordre de service de démarrage spécifique.

c) Au cours du chantier et après concertation avec l'entrepreneur et le maître d'œuvre, l'OPC

peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG - Travaux.

d) Le calendrier initial visé au 4-1-3 a, éventuellement modifié comme il est indiqué au 4-1-3 c, doit être approuvé et signé par le titulaire du marché public. Il est notifié par ordre de service à ce dernier par le maître d'ouvrage.

4-2-Prolongation du délai d'exécution (clause de réexamen),

Seules seront considérées comme « intempéries » les journées d'arrêt de chantier ayant fait l'objet de déclarations et prises en compte de la Caisse des Congés dûment constatées par l'OPC et pour lesquelles l'entreprise concernée aura transmis à l'OPC les relevés météorologiques démontrant que les intensités limites suivantes ont été dépassées :

- Pluies : 25 mm / 24 h en continu entre 6 h et 18 h pour des travaux extérieurs,
- Gel : -5 °C pendant 24 heures pour des travaux extérieurs
- Vent : supérieur à 70 km/h en continu entre 6 h et 18 h
- Neige : épaisseur supérieure à 10 cm entre 6 h et 18 h pour des travaux extérieurs.

Les intensités faisant foi seront relevées à la station de METEO FRANCE la plus proche : MONTPELLIER FREJORGUES.

Les évènements de force majeure sont ceux provoqués par des faits naturels dans le cadre de la loi 46-2299 du 21/10/1946.

Le délai d'exécution « T.C.E » pourra, éventuellement être prolongé après décision du maître de l'ouvrage. Cette prolongation du délai fera l'objet d'une modification du marché public et sera notifiée par ordre de service suivant les dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux.

Il est stipulé que les travaux supplémentaires sont réputés devoir être exécutés à l'intérieur du délai contractuel global, dans tous les cas où il n'existe pas une disposition expresse contraire dans l'ordre de service les concernant.

Nota : Caractère intangible du délai; le délai « T.C.E » ne pourra être modifié :

- du fait des entreprises et de leurs défaillances
- du fait de l'intervention de leurs sous-traitants ou de leur défaillance,
- du fait de l'intervention éventuelle du Bureau de Contrôle, du coordonnateur SPS,
- du fait des congés ou de la pénurie de la main-d'œuvre.

4-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances

4-3-1-Pénalités pour retard

4-3-1-1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20-1 du CCAG - Travaux, l'entrepreneur subira dans l'exécution des travaux une pénalité de **300 €** par jour calendaire de retard. Elle sera appliquée par le maître d'ouvrage dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités s'appliqueront également aux différents délais intermédiaires, et ainsi qu'aux autres tâches critiques planifiées sur le planning d'exécution.

4-3-1-2 Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (2 semaines maximum à compter de la date de réception) est sanctionné par une pénalité de **300 €** par jour calendaire de retard.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du maître de l'ouvrage, entre autres :

- Maintien de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,
- Mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG - Travaux.

4-3-1-3 Retard dans la remise des documents

L'entrepreneur subira une pénalité de **150 €** par document et par jour calendaire de retard, si les documents sont demandés par écrit avec des dates de remise.

4-3-2-Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de 150 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

4-3-3-Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4-3-1 et 4-3-2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au

plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 150 €;
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 150 € ;
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) : 150 €;
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 € ;
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 150 €.
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : 150 € ;
- g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 150 € ;
- h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier : 150 € ;
- i) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrochage des engins : 150 €.
- j) Carence en matière de fermeture et d'ouverture de chantier : 150 €
- k) Branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques de l'hôpital sans accord préalable expresse du maître d'ouvrage : 150 €

4-3-4-Primes d'avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4-4-Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

L'entrepreneur du lot n°8 a la charge du nettoyage de fin de chantier.

En cas de retard, ces opérations seront réalisées aux frais du titulaire dans les conditions de l'article 37 du C.C.A.G., après mise en demeure par ordre de service. S'ajoutera une pénalité de **150 €** par jour calendaire de retard.

4-5-Délais et retenues pour remise des documents fournis avant et après exécution

Avant exécution :

- Avec l'acte d'engagement, les entreprises doivent fournir la liste du matériel proposé.
- Pendant la préparation du chantier, l'entreprise titulaire du lot doit fournir les documents prévus au CCTP.

Après exécution :

Dans le mois suivant la réception des travaux, (délai de 1 mois à moduler en fonction des opérations), il est obligatoire pour chaque entreprise de fournir les Dossiers des Ouvrages exécutés.

Outre les DOE, les entreprises devront fournir les documents prévus au CCTP de chaque lot.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG - Travaux, une pénalité égale à **150 €** par jour calendaire de retard sera appliquée.

4-6-Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8-4-4 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité égale à **150 €** par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

4-7- Pénalités relatives à la sous-traitance

4-7-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de **1500 euros** sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le maître d'ouvrage.

Celle-ci encourt en sus une pénalité de **1500 euros** par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS interdira l'accès au chantier au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

Les conséquences de toute nature induites par la situation de sous-traitance occulte, notamment au titre des retards de chantier potentiellement provoqués pour les titulaires des autres lots, seront imputables au titulaire du lot défaillant.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage (article 46.3.1.e du CCAG travaux) par le représentant du pouvoir adjudicateur.

4-7-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière calendaire de **300 €** par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du CCAG Travaux.

4-8- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

4-8-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière calendaire de 300 € par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du CCAG Travaux.

4-8-2 Pénalités relatives à l'absence d'affichage

(Disposition applicable aux chantiers de bâtiment et de génie civil relevant d'une coordination de sécurité de niveau 1.)

Tout manquement à l'obligation d'affichage prévue en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.

4-9- Pénalités diverses

Par simple constat, les pénalités suivantes sont applicables :

4-9-1-a Pénalités pour absence de port de la carte PRO BTP

Pénalité de 150 € par jour et par personne.

4-9-1-b Pénalités pour non transmission des copies des cartes PRO BTP

Pénalité égale à 100 € par jour calendaire de retard, à compter de la date de la demande.

4-9-2- Pénalités pour non-respect de l'interdiction de fumer

Pénalité de 150 € par infraction et par personne.

4-9-3-Pénalités pour utilisation d'un circuit non réservé au chantier

Pénalité de 150 € par infraction.

4-9-4-Pénalités pour carence en matière d'ouverture et de fermeture du chantier.

Pénalité de 300 € par infraction.

4-9-5-Pénalité pour tenue non conforme

Pénalité de 150 € par infraction.

4-9-6-Pénalité pour non transmission du plan de prévention

Pénalité de 150 € par infraction, à compter de la date de la demande.

4-10-Exécution complémentaire (clause de réexamen),

4-10-1-Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15-4 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à une décision prise par l'Acheteur et notifiée par ordre de service par le maître d'œuvre, 10 jours au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Les autres dispositions de l'article 15-4 du CCAG Travaux s'appliquent.

4-10-2-Marchés publics susceptibles d'être passés ultérieurement

Conformément aux articles 30- I – 7°, 139-2° et 140 du décret relatif aux marchés publics, un marché public pourra être passé pour la réalisation de travaux similaires ou supplémentaires à celles du présent marché.

4-11 Réexamen du marché public

4-11-1 Intégration de nouveaux membres

4-11.1-1- Intégration de nouveaux membres RESAHLR

Sans objet

4-11.1-2 Intégration de nouveaux membres GHT

Sans objet

4-11-2 Modification du périmètre du marché

Le calendrier d'exécution est susceptible de varier durant l'exécution du marché public.
Le nouveau calendrier/phasage sera notifié au titulaire par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

4.11.3 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Sans objet

4-11-4 Cession de marché modification de la composition du groupement

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (article 139-4°b), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels que la cession de brevets, la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée en cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou de décès du cotraitant.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

4-11-5 Modification de la gestion financière

Sans objet.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté
--

5-1-Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles 122,123 et 124 du décret.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article 123 du décret.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché public ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

5-2-Avance

Application des dispositions des articles 110 et 111 du décret relatif aux marchés publics.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-1-Provenance des matériaux et des produits

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché public ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6-2-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Les CCTP précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché public :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés sur facture par le maître de l'ouvrage conformément aux principes de l'ordonnance et du décret relatif aux marchés public.

En complément de l'article 23 du CCAG Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés,

produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord.

6-3-Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

Article 7 - Implantation des ouvrages

7-1-Piquetage général

Il n'est pas prévu de piquetage général.

7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Il n'est pas prévu de piquetage spécial.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

8-1-1-Période de préparation

La période de préparation est de 1 mois pour les lots n°1 et n°2 par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

La période de préparation est de 2 mois pour les lots n°3 à n°11.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution de 13 mois.

8-1-2-Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux.

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),

- Etablissement par les entreprises de leurs plans d'exécution, notes de calcul et études de

détails, ainsi que des plans PAC.

L'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le planning travaux du DCE.

-établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (Cotraitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail à l'avis de l'organisme de contrôle (contrôleur technique). Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

L'entrepreneur remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché public, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4-1-Tenue du personnel et identification du personnel

Pour s'assurer du respect par les titulaires des marchés de travaux, des obligations leur incombant en matière de détachement de salariés étrangers et de lutte contre le travail dissimulé, le coordonnateur SPS contrôlera l'identification des personnels par le biais de visites inopinées et de vérification des cartes d'identification professionnelles PRO BTP .

Il est précisé que les personnels du Titulaire et des entreprises sous-traitantes doivent être vêtus de manière correcte, conforme au code du travail et ils devront être identifiables facilement.

Le nom de l'entreprise devra figurer de manière apparente sur les vêtements. Le port visible de la carte d'identification professionnelle du BTP (carte PRO BTP) est obligatoire pour tous les personnels du Titulaire et des entreprises sous-traitantes. Cette carte sera portée de préférence sur le casque.

Une copie des cartes d'identification professionnelle du BTP (carte PRO BTP) sera communiquée obligatoirement lors de la diffusion du PPSPS du Titulaire et lors de la diffusion des PPSPS des entreprises sous-traitantes ou lors de la communication des plans de prévention.

8-4- 2-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Se reporter à l'article 3.4.2 du présent CCAP.

8-4-3-Installations à réaliser par l'entreprise

Se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), aux prescriptions Communes à Tous les Lots (PCTL) et au plan général de coordination (P.G.C).

8-4-4-Emplacements mis à disposition pour déblais

Se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), aux prescriptions Communes à Tous les Lots (PCTL) et au plan général de coordination (P.G.C).

8-4-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'Ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1) Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès à l'intégralité du chantier.

C.2) Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs);
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- de ses interventions au titre des levées de réserves suites aux OPR et après la réception.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

8-4-6-Signalisation des chantiers

Une signalisation de chantier provisoire sera à mettre en place et à entretenir lors des travaux par le titulaire du lot N°2.

Se référer également au Plan Général de Coordination (P.G.C).

8-4-7-Réglementations particulières

Pour l'application des dispositions de l'article L 554-1 du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est : le maître de l'ouvrage ou son représentant ayant reçu délégation.

8-4-8-Restrictions des communications

Sans objet.

8-4-9-Engins explosifs

Sans objet.

8-4-10-Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG - Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

8-4-11-Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG – Travaux sont applicables.

8-5-Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise spécialisée et extérieure au chantier pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur. Les dépenses entraînées par cette garde seront facturées à l'entreprise défaillante.

Article 9 - Contrôle et réception des travaux
--

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG travaux.

Cependant, il est dérogé à l'article 41.3 du CCAG travaux par les dispositions suivantes :
au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. **Cette date ne pourra pas être antérieure à la date de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception.**

La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date **de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception**.

Sauf le cas prévu à l'article 41.1.3, à défaut de décision du maître de l'ouvrage notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre s'imposent au maître de l'ouvrage et au titulaire."

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 2 semaines pour lever les réserves sauf si le procès-verbal de réception fixe un délai particulier plus court ou plus long.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Il est à noter que les livraisons des ouvrages se feront de façon échelonnée dans le temps, selon planning établi par l'OPC.

Les procédures de réception et de remises de documents devront donc être prévues en conséquence.

Les documents d'exploitation seront remis à la réception finale.

Les mises à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages se feront conformément à l'article 43 du C.C.A.G.

9-4-Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre :

- Au plus tard à la demande de réception des travaux par le titulaire : les essais COPREC, les fiches d'autocontrôle, tous les documents nécessaires au contrôle technique et au système de sécurité incendie, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur;

Dispositions particulières relatives au contrôle :

Préalablement au déroulement des Opérations Préalables à la Réception, l'entreprise devra fournir au représentant de la Maitrise d'Ouvrage et à la maîtrise d'œuvre le programme et les dates de réalisation des autocontrôles de ses ouvrages dix jours à l'avance afin que les exploitants du Maître d'ouvrage ainsi que les représentants de la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage pussent assister à ces autocontrôles.

Il en sera de même pour les opérations de qualification de certains ouvrages.

Ces autocontrôles et qualifications seront formalisés : nature de l'ouvrage contrôlé, date, nom, qualité et signature du vérificateur, valeurs mesurées au regard des prescriptions techniques, réglementaires ou normatives, mode opératoire et description des matériels ou appareils de mesures employés au contrôle, prescriptions ou actions correctives à mettre en œuvre lors d'écarts constatés...

Il est expressément indiqué qu'en l'absence de fourniture de ces autocontrôles et qualifications, les Opérations Préalables à la Réception ne pourront être engagées.

Dans le cas où les fiches d'autocontrôle ne seraient pas exhaustives ou ne représentent pas la réalité de l'installation, le maître d'ouvrage pourra missionner le bureau de contrôle pour réaliser l'ensemble de ces contrôles aux frais et risques du titulaire du lot concerné.

- Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) mentionné dans le CCTP/PTCL, est à fournir conformément aux spécifications des CCTP/PTCL.

Il est à fournir de la façon suivante :

a) Nombre d'exemplaires :

- **5 exemplaires** papier visés par le maître d'ouvrage
- un exemplaire reproductible ;
- un exemplaire pour le CSPS, le cas échéant ;
- un exemplaire pour le BUREAU DE CONTROLE
- un exemplaire informatique pour les pièces graphiques (plans, schémas); cet exemplaire devra être réalisé au format DWG (AUTOCAD, 2012, 2013) et établi suivant le protocole d'intégration des données techniques du CHU joint au DCE. Lors de la période de préparation du chantier, la définition des couches, la liste des plans et pièces constituant les documents à fournir en fin de chantier seront arrêtées avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

b) Présentation du dossier :

Il sera présenté dans des classeurs ou des chemises cartonnées à sangle (ou dans des rouleaux cartonnés pour les calques) et comporteront une étiquette indiquant l'intitulés du chantier, l'entreprise, ainsi qu'une liste des documents constituant le dossier.

Clause de réexamen

Il est précisé que les stipulations prévues ci dessus peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- le nombre d'exemplaires
- la présentation du dossier

Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier.

9-5-Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux.

9-6-Garanties particulières

9-6-1- Garantie des travaux de peinture

Les travaux de peinture incombant au lot n°8 sont garantis pendant une période de deux ans à compter de la fin de garantie contractuelle (5 ans pour la structure et ossature en bois).

9-6-2- Garantie des matériaux de synthèse

Sans objet

9-6-3-Autres garanties

Sans objet

9-7-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG travaux, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et les montants de garantie avant la notification du marché.(assurance garantie décennale)

Une attestation de responsabilité civile ne peut se substituer à l'attestation de garantie décennale.

9-8-Résiliation

L'Acheteur peut résilier le marché public en application des articles 46, 47 et 48 du CCAG travaux.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

Par dérogation à l'article 45 et 46.4 du CCAG Travaux, l'Acheteur peut également résilier, sans indemnité, le marché public pour tout motif justifié, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché difficulté d'exécution du marché public, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers...).

9-9-Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure de satisfaire aux dispositions du marché ou aux ordres de service, il peut être pourvu, par la personne publique, à l'exécution des travaux, aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des travaux réalisés à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 10 - Obligations du titulaire

Conformément à l'article 51 du décret relatif aux marchés publics, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

Si le titulaire a recours à des travailleurs détachés, il doit se conformer aux dispositions de l'annexe au CCAP« Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

Clause de réexamen :

Modifications des données administratives :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Centre Administratif André Bénech
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur ACHATS TRAVAUX
191, Avenue Doyen Gaston Giraud
34295 Montpellier Cedex 5

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

Article 11 –Escomptes (Clause de réexamen)

Sans objet

Article 12 - Attribution de compétence

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation par l'article 1.8 du CCAP à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 1.11.1 du CCAP à l'article 46 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 2 du CCAP à l'article 4 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 3.4.6 du CCAP à l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 3.4.8 du CCAP à l'article 11.3 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 3.7 du CCAP à l'article 13.5.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 4.3.1.1 du CCAP à l'article 20.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 4.7.2 du CCAP à l'article 20 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 4.8.1 du CCAP à l'article 20 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 4.10.1 du CCAP à l'article 15.4 du CCAG-Travaux

Dérogation par les 1.1 & article 8.1.1 du CCAP à l'article 28.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 8.4.10 du CCAP à l'article 34.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 9.2 du CCAP aux articles 41.3 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 9.7 du CCAP aux articles 9 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 9.8 du CCAP aux articles 45 et 46.4 du CCAG-Travaux